

N° 33/CA du Répertoire

N° 99-47/CA du Greffe

Arrêt du 19 juillet 2001

**AFFAIRE : Louis AKANNI**  
C/  
Etat béninois

**REPUBLIQUE DU BENIN**

**AU NOM DU PEUPLE BENINOIS**

**COUR SUPREME**

**CHAMBRE ADMINISTRATIVE**

La Cour,

Vu la requête en date du 29 mars 1999, enregistrée au Greffe de la Cour le 02 avril 1999 sous le numéro 304/GCS, par laquelle le sieur AKANNI Louis, par l'organe de son conseil Maître Louis A. FIDEGNON, Avocat près la Cour d'Appel de Cotonou, a introduit un recours en annulation pour excès de pouvoir contre les Décrets n° 96-97 du 02 avril 1996 et 97-327 du 17 juillet 1997 par lesquels il a été nommé Lieutenant-Stagiaire pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1994 et Lieutenant pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1995 ;

Vu la lettre n° 1633/GCS du 29 juin 2000, par laquelle la requête introductive d'instance, le mémoire ampliatif et les pièces y annexées ont été communiqués pour ses observations au Président de la République, Chef de l'Etat, Chef du gouvernement ;

Vu la lettre n° 26/AJT/BPJRCC/SA du 05 septembre 2000, par laquelle l'Agent Judiciaire du Trésor a communiqué à la Cour ses observations au nom du Président de la République ;

Vu le mémoire en réplique du requérant, objet de sa lettre en date du 13 octobre 2000, enregistrée au Greffe de la Cour le 20 octobre 2000 sous le numéro 1048/GCS ;

Vu la consignation constatée par reçu n° 1487 du 14 juin 1999 ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990 ;

Notifié aux parties par l/N° 2118 - 2119 - 2120 et 2121/GCS du 28/08/2001

DE = Grátis

Enregistré à Cotonou le 28/08/01

Fo Case 3271

Reçu L'inspecteur de l'Enregistrement



Vu la Décision n° 0240/PR/CAB/MIL du 26 décembre 1995 portant recrutement dans les Forces Armées Populaires du Bénin du sieur AKANNI B. Louis ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Conseiller **Samson DOSSOUMON** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Nestor DAKO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

### **Sur la recevabilité**

Considérant que les Décrets querellés datent, le premier du 02 avril 1996 et le second du 17 juillet 1997 ;

Considérant que le requérant affirme n'avoir reçu notification desdits décrets que le 05 octobre 1998 alors qu'il était en service au C.P.O. de Porto-Novo où il occupait le poste de Chef du Service des Affaires Financières et Administratives ;

Considérant que dans son mémoire en défense, l'Agent Judiciaire du Trésor soutient que « la décision portant nomination du requérant au grade de Lieutenant lui a été notifiée depuis juillet 1997 », que « c'est indiscutablement sur la base des grades de Lieutenant Stagiaire et Lieutenant à lui conférés suivant les décrets n° 96-97 du 02 avril 1996 et n° 97-327 du 17 juillet 1997 portés à sa connaissance, que le requérant a été retenu pour suivre le stage d'application en Administration (Groupe Spécialité état-major) à l'Ecole du Commissariat de l'Armée de Terre en France du 25 août 1997 au 24 juillet 1998 » ;

Considérant que l'Administration n'apporte aucune preuve matérielle de la notification qu'elle dit avoir faite au requérant depuis juillet 1997, qu'elle ne précise même pas le jour exact auquel la notification a été faite au cours dudit mois de juillet 1997, qu'il y a lieu dans ces conditions de rejeter l'allégation de l'Administration et de considérer la date du 05 octobre 1998 comme étant celle de la notification des décrets querellés ;

Considérant que le recours gracieux du requérant, daté du 02 décembre 1998, a été reçu à la Présidence de la République le 04 décembre 1998 ; qu'aucune suite ne lui a été donnée ;





Considérant que le recours contentieux du requérant a été enregistré au greffe de la Cour le 02 avril 1999 ;

Qu'il y a lieu de déclarer ledit recours recevable pour avoir été introduit dans les forme et délai de la loi ;

### AU FOND

#### Sur le moyen du requérant tiré de la violation du principe d'égalité de tous devant la loi.

Considérant qu'à l'appui de ce moyen, le conseil du requérant soutient que la loi 81-014 du 10 octobre 1981 dispose à son article 53 alinéa 1<sup>er</sup> :



« Les lieutenants stagiaires seront nommés Lieutenants par promotion automatique au jour exact où ils auront accompli un (1) an d'exercice dans leur grade sauf pour les officiers dont la nomination est subordonnée à la détention d'un titre universitaire. » ;

Qu'en nommant le requérant AKANNI Louis par Décret n° 97-327 du 17 juillet 1997 au grade de lieutenant pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1995, c'est comme s'il avait fini sa formation en 1994 ;

Que cette nomination est contraire au principe d'égalité de tous devant la loi, puisque le requérant est officier depuis 1984 et a été recruté à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1986 ;

Que le gouvernement lui-même reconnaît expressément que «cette situation frise l'injustice surtout que des officiers béninois formés dans la même école après Monsieur AKANNI Louis sont déjà des capitaines avec plusieurs années d'ancienneté dans ce grade » (Communication n° 0395/MDN/DC/DAGB/SAG/SP-C du 13 janvier 1995) ;

Que les Officiers dont parlait ce texte ont pour noms Ouédraogo Boubacar OUSMANE, Emile OUINSOU et Justin AGNIDE ;

Que OUSMANE Ouédraogo Boubacar et Emile OUINSOU, revenus de l'Ecole d'ODESSA en 1997 soit trois (3)

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'X' or '8' shape.

années après le requérant, n'ont subi aucune brimade, ni injustice dans la gestion de leur carrière ;

Que par décret n° 89-45 du 6 février 1989, ils ont été nommés Lieutenants-Stagiaires pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1987 ;

Qu'ils sont devenus automatiquement Lieutenants le 1<sup>er</sup> octobre 1988 ;

Qu'ils ont avancé régulièrement jusqu'à devenir Commandants par Décret n° 98-459 du 13 octobre 1998 ;

Que pendant ce temps, le requérant AKANNI Louis qui a suivi la même formation trois années avant ces officiers, n'a été nommé Lieutenant que par décret n° 97-327 du 17 juillet 1997 pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1995, ce qui constitue une violation du principe d'égalité de tous devant la loi ;

Considérant que dans son mémoire en défense, l'Administration représentée par l'Agent Judiciaire du Trésor qualifie d'inefficace le moyen tiré de l'égalité de tous devant la loi, soutenant que le principe de l'égalité « suppose que les personnes intéressées soient toutes placées dans les mêmes conditions ou réunissent les mêmes conditions d'aptitude au regard des critères bien définis » ;

Que « le cas du lieutenant AKANNI Louis est indiscutablement distinct de ceux des nommés Ouédraogo Boubacar OUSMANE, Emile OUINSOU et Justin AGNIDE qui ont été sélectionnés en fonction des besoins exprimés par l'Administration Militaire béninoise » ;

Que « ayant eu des résultats satisfaisants à l'issue de l'examen de sortie, les intéressés ont été nommés Officiers au service des Forces Armées Béninoises conformément aux dispositions de l'article 50 et suivants de la Loi n° 81-014 du 10 octobre 1981 » ;

Qu'il « est clairement établi que le requérant n'a fait l'objet d'aucune injustice » ;

Considérant que dans son mémoire en réplique, le requérant déclare s'en remettre au bon sens de la Cour ;





Considérant que l'égalité de tous les citoyens devant la loi est un principe général du droit, qu'il implique que les personnes se trouvant dans une situation identique au regard de la loi doivent être régies par les mêmes règles ;

Considérant que le requérant AKANNI Louis soutient que la violation du principe d'égalité par l'Administration est évidente lorsque sa propre situation est comparée à celle d'autres cadres de l'Armée remplissant les mêmes conditions, en l'occurrence les nommés OUSMANE Ouédraogo Boubacar et OUINSOU Emile ;

Considérant que pour conclure dans le cas d'espèce à la violation du principe d'égalité, il est important de vérifier la similitude des situations individuelles en présence, au regard de la loi ;



Considérant qu'à cet égard aux termes de l'article 50 de la Loi n° 81-014 portant Statut Général des personnels militaires des Forces Armées Populaires du Bénin, «le recrutement des Officiers, qui se fait en fonction des besoins des forces Armées Populaires du Bénin, est assurée dans les conditions suivantes :

1°) Par nomination d'élèves officiers parmi les nationaux béninois des deux sexes titulaires du baccalauréat et ayant accompli au moins quatre (4) ans de formation universitaire, technique et professionnelle dans une grande école créée ou agréée par l'Etat béninois et ayant satisfait aux examens de sortie ;

2°) Par examen professionnel annuel des Adjudants-Chefs et homologues... »

Considérant que suivant ces dispositions de la Loi, les deux conditions applicables au cas d'espèce pour le recrutement d'Officiers sont d'une part la nationalité béninoise et d'autre part la formation de quatre ans, après le baccalauréat, dans une grande école agréée par l'Etat ;

Considérant que l'Administration n'émet aucun doute sur la nationalité béninoise des nommés OUSMANE Ouédraogo Boubacar et OUINSOU Emile, qu'en ce qui concerne le requérant aussi, le Ministre de la Défense a mentionné dans sa Communication en Conseil des Ministres datée du 14 mars 1996 que «... né d'un père et d'une mère béninois (Lambert AKANNI et Elisabeth TAMADAHO) qui n'avaient eux-mêmes jamais perdu la nationalité béninoise, l'intéressé possède la nationalité béninoise

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'S' or 'J' shape.

d'origine en raison de la filiation comme en dispose l'article 12 de la Loi n° 65-17 du 23 juin 1965 portant Code de la nationalité dahoméenne » ;

Considérant qu'en ce qui concerne la condition tenant à la formation reçue, le requérant, titulaire d'un baccalauréat, a suivi quatre ans durant (1981 à 1984) une formation d'Officier à l'Ecole Militaire Supérieure Unifiée d'ODESSA en Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) ;

Considérant que les nommés OUSMANE Ouédraogo Boubacar et OUINSOU Emile auxquels se compare le requérant, ont suivi la même formation d'Officier dans la même Ecole d'ODESSA d'où ils sont sortis en 1987 ;

Qu'ainsi, tous les intéressés se trouvent dans une situation identique au regard des conditions fixées par la Loi pour le recrutement des Officiers ;

Considérant que par Décret n° 89-45 du 6 février 1989, les nommés OUSMANE Ouédraogo Boubacar et OUINSOU Emile ont été régulièrement nommés Lieutenants Stagiaires (donc Officiers) pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1987 ;

Qu'ils sont devenus automatiquement Lieutenants le 1<sup>er</sup> octobre 1988 ;

Que par Décret n° 92-287 du 9 octobre 1992, ils ont été nommés Capitaines pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1992 ;

Que par Décret n° 98-459 du 13 octobre 1998, ils ont été promus Commandants ;

Considérants que le requérant AKANNI Louis quant à lui, malgré sa formation d'Officier, a été curieusement nommé au grade de Sergent (donc Sous-Officier) par Décision n° 0240/PR/CAB/MIL du 26 décembre 1985, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1986, qu'il est resté au grade de Sergent jusqu'en 1996 où il a finalement été nommé Lieutenant-Stagiaire par Décret n° 96-97 du 2 avril 1996 pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1994, puis Lieutenant par Décret n° 97-327 du 17 juillet 1997 pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1995 ;

Considérant que le Ministre de la Défense lui-même, dans sa communication n° 123/MDN/DC/DAGB/SAG/SP-C du 14 mars





1996, a souligné qu'« il reste injuste que Monsieur AKANNI Louis ayant suivi une formation d'Officier ait été nommé et maintenu au grade de sergent depuis 1985 », qu'« aucun cas similaire n'avait jamais été enregistré s'agissant de nomination d'élèves officiers ayant suivi avec succès leur formation d'officier » ;

Considérant que dans une autre correspondance adressée au Président de la République le 11 septembre 2000, le Ministre de la Défense dira qu'« il est apparu en effet que depuis 1986, le Lieutenant AKANNI est victime d'un véritable purgatoire administratif de la part de la hiérarchie militaire et du Ministère de la Défense Nationale qui ont manifesté une inexplicable indifférence à la situation administrative de l'intéressé » ;



Considérant que si le requérant avait été régulièrement nommé dans le grade des officiers pour compter de l'année de son recrutement (1986) conformément à la loi, il aurait rempli, à l'instar de ses autres camarades, les conditions légales d'ancienneté requise dans chaque grade pour accéder au grade supérieur et prétendait aujourd'hui au grade de Lieutenant-Colonel, quand on sait que les nommés OUSMANE Ouédraogo Boubacar et OUINSOU Emile, sortis de l'école trois (3) ans après lui, sont déjà au grade de Commandant depuis 1998 ;

**Qu'en nommant le requérant (recruté depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1986 sur la base de sa formation d'Officier) au grade de Lieutenant Stagiaire pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1994, puis Lieutenant pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1995, au mépris de la loi et à la différence des autres cadres de l'Armée se trouvant dans une situation identique, l'Administration a violé le principe de l'égalité de tous devant la loi ;**

**Sur le moyen du requérant tiré de la violation des droits acquis et de la règle du «Nemo auditur »**

**Sur la première branche de ce moyen portant sur la violation des droits acquis.**

Considérant que le Conseil du requérant soutient que ce dernier, titulaire d'un baccalauréat obtenu en 1978 en Guinée, a intégré en 1981 l'Ecole Militaire Supérieure Unifiée d'ODESSA en Union des Républiques Socialistes Soviétiques où il suivit une formation d'Officier ;

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized, cursive letter 'A' or similar shape.

Qu'à la fin de sa formation en 1984 et en raison des bouleversements politiques en Guinée, il dut rentrer au Bénin ;

Que par décision n° 240/PR/CAB/MIL du 26 décembre 1985, il fut recruté dans les Forces Armées béninoises pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1986 et envoyé en recyclage au Centre National d'Instruction (CNI) du camp militaire de Ouidah comme c'est le cas de tous les officiers de retour de stage à l'étranger ;

Qu'il n'a été intégré dans la catégorie des Officiers et nommé Lieutenant que par décret n° 97-327 du 17 juillet 1997 alors qu'il en avait droit depuis au moins le 1<sup>er</sup> janvier 1986, date de son recrutement dans l'Armée Béninoise ;

Qu'il est acquis et non contesté qu'il est Officier sorti de l'Ecole Militaire Supérieure Unifiée d'ODESSA depuis 1984 ;

*Idans*

Considérant que son mémoire en défense, l'Agent Judiciaire du Trésor soutient que la situation du requérant n'est pas conforme à la procédure de recrutement, de formation et de nomination d'un officier dans les Forces Armées Béninoises ;

Que ladite procédure est prévue par les textes en vigueur, en l'occurrence la Loi 81-014 du 10 octobre 1981 et les textes qui l'ont modifiée ;

Que l'intéressé ayant été recruté par les Forces Armées Guinéennes et ayant suivi le stage d'Officier à la demande de l'Administration Militaire de la Guinée, l'Etat béninois en le recrutant dans ses Forces Armées par Décision n° 240/PR/CAB/MIL en date du 26 décembre 1985 en qualité de Sergent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1986, n'a pas cru devoir reconnaître ledit stage qu'il n'a pas du reste autorisé ;

Que les forces Armées ne reconnaissent que les formations autorisées par l'Etat ou que l'Etat a fait exécuter dans l'intérêt de la défense nationale ;

Que dans ces conditions, il ne paraît pas juste de soutenir qu'il y a des droits acquis en raison du stage d'officier effectué mais autorisé par une armée étrangère ;

Considérant qu'il ressort de l'examen des pièces du dossier que, contrairement aux allégations de l'Agent Judiciaire du trésor, l'Etat béninois a reconnu dès l'origine le stage de formation

*A*



d'Officier suivi par le requérant, que celui-ci a été recruté dans les Forces Armées Béninoises précisément sur la base de cette formation d'Officier, qu'à l'article 1<sup>er</sup> de la Décision n° 240/PR/CAB/MIL du 26 décembre 1985 portant recrutement du requérant, il est bien écrit : « Le Camarade AKANNI Béavogui Louis ayant suivi une formation d'Officier à l'Ecole Militaire Supérieure Unifiée d'ODESSA en Union des Républiques Socialistes de 1981 à 1984, est recruté dans les Forces Armées Populaires du Bénin pour servir dans les forces de Défense Nationale et pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1986 » ;

**Que dès lors, ayant été officiellement recruté sur l'unique base de sa formation d'Officier (sans aucune allusion à une formation de rang inférieur), le requérant avait un droit acquis au rang d'Officier depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1986, date d'effet de son recrutement ;**



Qu'en le nommant Lieutenant-Stagiaire pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1994 (et non au 1<sup>er</sup> janvier 1986), puis Lieutenant pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1995, l'Administration a violé le principe des droits acquis ;

**Sur la seconde branche portant sur la violation de la règle du Nemo auditur**

Considérant que l'Agent Judiciaire du Trésor allègue que «s'il peut être concédé au requérant un droit acquis, ce n'est que son incorporation en qualité de sergent acquise hors du cadre de la Loi » ;

**Qu'« en effet, la décision n° 240/PR/CAB/MIL en date du 26 Décembre 1985 portant nomination du requérant est contraire aux dispositions de l'article 75 et suivants de la loi n° 81-014 en date du 10 octobre 1981 » ;**

Que « bien que ladite décision ait été illégale, elle a pu aujourd'hui, conférer au requérant des droits acquis » ;

Qu'il « s'ensuit que le principe des droits acquis ne peut prospérer qu'au regard de la nomination de l'intéressé au grade de Sergent pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1986, au grade de Lieutenant-Stagiaire pour compter 1<sup>er</sup> octobre 1994 et Lieutenant pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1995 » ;

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'A' or 'H' shape.

Considérant que le Conseil du requérant soutient que l'Etat à cet égard viole la règle du « Nemo auditur », que l'Administration ne peut se prévaloir de sa propre faute et violer la loi en brimant le requérant qui, en 1995, avait déjà droit au grade de Commandant et non Lieutenant ;

Considérant que le « Nemo auditur propriam turpitudinem allegans » est une règle traditionnelle du droit, qu'il signifie « nul ne peut être entendu qui allègue sa propre turpitude » ;

Considérant que la décision n° 240/PR/CAB/MIL du 26 décembre 1985 porte à son article 2 :

« Le Camarade AKANNI Béavogui Louis est nommé au grade de Sergent pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1986 et affecté au Centre National d'Instruction des forces Armées Populaires du Bénin à Ouidah où il suivra un stage de recyclage de C.A.T.2 et C.I.A.»;

Considérant qu'il est incontestable que le requérant avait un droit acquis au rang d'Officier depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1986, date d'effet de son recrutement dans l'Armée sur la base de sa formation d'Officier ;

Considérant que le titre de Sergent est un grade de Sous-Officier, qu'il ne figure nulle part dans la hiérarchie du Corps des Officiers, qu'à l'article 51 de la Loi n° 88-006 du 26 avril 1988 modifiant et complétant la Loi n° 81-014 du 10 octobre 1981, il est exactement écrit :

### **« 1- CORPS DES OFFICIERS**

#### **1°) Subalternes**

- Lieutenant-Stagiaire et Homologues
- Lieutenant et Homologues
- Capitaine et Homologues

#### **2°) Supérieurs**

- Commandant et Homologues
- Lieutenant-Colonel et Homologues
- Colonel et Homologues. »

Considérant que le Ministère de la Défense, pour justifier la non prise en compte de la date d'incorporation du requérant dans



l'Armée, au moment de sa nomination enfin au grade d'officier, écrivait dans sa Communication en Conseil des Ministres datée du 14 mars 1996 :

« ... Si sa date d'incorporation était retenue pour sa nomination (1986), cela poserait beaucoup de problèmes dans la gestion de sa carrière, dans la mesure où il prétendrait aux grades de Capitaine dès l'année 1990, puis de Commandant en 1995. Or, ces deux derniers grades confèrent respectivement de droit au Commandement d'une Compagnie et d'un bataillon, alors que l'intéressé n'a pas encore commandé une section. C'est pourquoi il est de son intérêt, en vue d'un déroulement harmonieux de sa carrière, d'exercer d'abord le commandement effectif d'une section avec le grade de lieutenant, avant de prétendre aux grades supérieurs... » ;



Considérant qu'un tel raisonnement est juridiquement inopérant, **que le fait d'avoir nommé au grade de Sergent un cadre recruté dans l'Armée comme officier constituait une faute de l'Administration, que l'Administration ne saurait prétexter sa propre faute reconnue par elle-même pour violer les droits acquis du requérant ;**

**Qu'en nommant le requérant au grade d'Officier pour compter seulement du 1<sup>er</sup> octobre 1994, prenant prétexte du grade de Sous-Officier qu'elle lui avait précédemment attribué au mépris de la loi, l'Administration tombe sous le coup de la règle du « Nemo auditur propriam turpitudinem allegans » (nul ne peut être entendu qui allègue sa propre turpitude) ;**

Qu'au total il échet d'accueillir le recours en annulation pour excès de pouvoir du requérant contre les Décrets n° 96-97 du 02 avril 1996 et 97-327 du 17 juillet 1997 par lesquels il a été nommé Lieutenant-Stagiaire pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1994, puis Lieutenant pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1995, et d'annuler lesdits Décrets.

### **PAR CES MOTIFS**

### **DECIDE**

**Article 1<sup>er</sup> :** Le recours en annulation pour excès de pouvoir du sieur AKANNI Louis contre les Décrets n° 96-97 du 02 avril 1996 et 97-327 du 17 juillet 1997, par lesquels il a été nommé

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'K' or similar character.

Lieutenant-Stagiaire pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1994, puis Lieutenant pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1995, est recevable.

**Article 2** : Lesdits Décrets sont annulés avec toutes les conséquences de droit.

**Article 3** : Les dépens sont mis à la charge du Trésor Public.

**Article 4** : Notification du présent arrêt sera faite au requérant, au Président de la République, Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement et au Procureur Général près la Cour Suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs :

**Samson DOSSOUMON**, Conseiller à la Chambre Administrative,

**PRESIDENT** ;

**Grégoire ALAYE**

et

**Joachim G. AKPAKA**

**CONSEILLERS**.

Et prononcé à l'audience publique du jeudi dix-neuf juillet deux mille un, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

**Nestor DAKO**,

**MINISTERE PUBLIC** ;

Et de Maître **Irène Olga AÏTCHEDJI**,

**GREFFIER**.

Et ont signé

Le Président,



Le Greffier,

